

**Zeitschrift:** Revue Militaire Suisse  
**Herausgeber:** Association de la Revue Militaire Suisse  
**Band:** 146 (2001)  
**Heft:** 1

**Artikel:** Élections au Kosovo : bilan et perspectives  
**Autor:** [s.n.]  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-346095>

#### Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

#### Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

#### Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 14.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## Elections au Kosovo : bilan et perspectives

Les élections municipales, qui se sont déroulées le 28 octobre dernier au Kosovo, sont exceptionnelles à plus d'un titre. D'abord, il faut rappeler qu'il s'agit des premières élections libres et démocratiques jamais organisées sur ce territoire, qui fut sous domination d'un parti unique pendant des lustres. De plus, l'organisation d'un tel scrutin, dans des conditions particulières, peu après un conflit dont les conséquences se font encore lourdement sentir dans la vie quotidienne, en faisaient également un événement singulier.

En effet, le Kosovo souffre encore largement des séquelles de la guerre et, malgré la reconstruction qui est en cours, les infrastructures sont toujours très déficientes. Dans tous les domaines, la vie collective reste problématique, comme le ramassage des ordures, la santé publique, les transports, l'électricité, l'eau, etc. Communications et télécommunications demeurent également un problème majeur. Des populations entières se sont déplacées ou ont été déplacées par les événements. Par exemple, on estime que plus d'un demi-million de personnes vivent aujourd'hui à Pristina, la capitale, alors qu'on en dénombrait environ 200 000 avant la guerre. Il est donc particulièrement difficile de localiser les gens, surtout que les rues n'ont plus de noms ou qu'ils ont été oubliés.

### L'OSCE organise les élections municipales

On imagine le casse-tête pour l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), chargée d'organiser ces élections, dont tout le

monde a reconnu les mérites dans cet exercice périlleux. Surtout, la sécurité demeure un problème cardinal, malgré la présence de 45 000 soldats de la KFOR, la force militaire multinationale établie au Kosovo, dont environ 160 soldats suisses de la SWISSCOY.

Alors que la presse internationale critiquait largement l'idée d'organiser un scrutin qu'elle jugeait prématûr, les élections se sont déroulées de manière tout à fait satisfaisantes. Certes, il y a eu de la part de l'OSCE des problèmes de logistique et d'organisation, qui ont souvent provoqué de longues files d'attente ou des bousculades devant les bureaux de vote, parfois des moments de tension sérieux. Mais dans l'ensemble, avec un taux de participation record, il n'y a pas eu d'incidents sécuritaires notoires et les opérations ont été unanimement considérées comme équitables. En plus de membres d'organisations non-gouvernementales locales et de représentants de partis politiques dûment accrédités, de nombreux observateurs s'étaient déplacés, en particulier une mission du

Conseil de l'Europe, dirigée par un Suisse, Victor Ruffy, ancien parlementaire socialiste, ainsi que des représentants de l'*European Community Monitoring Mission* (ECMM) qui ont tous confirmé que la fraude avait été quasi-absente dans ce scrutin, ce qui n'est pas une chose si courante dans la région !

### Victoire du parti de Rugova

C'est la Ligue démocratique du Kosovo (LDK), le parti d'Ibrahim Rugova, qui sort grand vainqueur de cette élection, avec 58 % des voix. Il domine 21 des 30 municipalités et est le principal parti d'opposition dans 6 municipalités. Les 3 restantes ne peuvent pas être prises en considération, car elles se situent dans le Nord et sont habitées par une écrasante majorité de Serbes, qui ont boycotté le scrutin.

Le deuxième parti est le Parti démocratique du Kosovo (PDK) de Hashim Thaci, ancien porte-parole de l'Armée de libéra-

<sup>1</sup> *Observateur de l'OSCE au Kosovo.*

tion du Kosovo (ALK) reconvertis en politique avec la bénédiction des Américains, qui a remporté 27% des voix et obtenu la majorité dans 6 municipalités. A relever que, dans la vallée de la Drenica, cœur du soutien à la lutte armée, le PDK a réalisé plus de 85% des voix dans 2 municipalités, Srbica/Skenderaj et Glogovac/Glogovc, ce qui est un résultat meilleur que celui de la LDK dans aucune autre municipalité. Néanmoins, tout le monde s'accorde pour voir dans ce scrutin une défaite cuisante du PDK, qui arrive derrière la LDK dans 17 municipalités et dont les leaders avaient assuré publiquement à plusieurs reprises qu'ils allaient remporter ces élections haut la main.

La troisième force politique à avoir obtenu un résultat significatif est l'Alliance pour le futur du Kosovo (AFK), un regroupement de 6 partis divers et hétéroclites, emmenés par Ramush Haradinaj, leader charismatique et ancien commandant de l'ALK, qui a obtenu 8% des voix. L'AFK est le troisième parti dans 19 municipalités ; il jouera un certain rôle dans l'avenir de la gestion des municipalités du Kosovo, entre la LDK et le PDK, même si l'alliance n'est majoritaire dans aucune municipalité. Elle a été battue jusque dans la région où se sont déroulés les faits d'armes de son populaire leader, Ramush Haradinaj, à la frontière avec l'Albanie, dans les villes de Pec/Peha, Djakovica/Djakove et Decani/Decan où la LDK l'a emporté largement avec deux fois plus de voix que l'Alliance.



*Poste de contrôle allemand à Prizren. (Photo : ASMZ)*

## Débâcle des petits partis

Les 14 autres partis engagés dans la course électorale ont subi une défaite cuisante, se partageant le 6% des suffrages restants. Ainsi, le Parti social-démocrate du Kosovo (PSDK) de Kaqusha Jashari, qui arrive en quatrième position, n'a obtenu que 1,2% des voix. Même quand ces partis ont réussi une certaine percée régionale, comme le PSDK qui a obtenu 9% des voix à Djakovica/Djakove, ils restent loin derrière les trois grandes formations.

Malgré l'utilisation d'un système de vote proportionnel qui favorise les petits partis et le soutien financier qui a été accordé par certains pays (dont la Suisse) à ces partis, souvent totalement démunis de moyens, pour leur permettre de mener une véritable campagne électorale et de pouvoir s'adresser

aux électeurs à travers les médias, ils n'ont manifestement pas réussi à séduire.

Le cas des petits partis ethniques est un peu particulier, car ils disposent d'un réservoir électoral limité et, en principe, non-extensible. Les trois partis bosniaques et le parti Ashkali (une minorité de Gitans albanophones) ont réussi à faire élire quelques représentants. Les Turcs, qui sont divisés, n'y sont pas parvenus. Un premier parti turc pro-Ankara a boycotté les élections, en réaction au refus de l'administration onusienne de reconnaître le turc comme langue officielle au Kosovo, comme c'était le cas dans la Constitution yougoslave de 1974. Le deuxième parti turc s'est présenté aux élections, mais a manqué de peu le quorum nécessaire à l'élection d'un représentant, même à Prizren, bastion de la communauté turque. Dans ce cas, comme dans celui des Serbes, Bernard Kouchner,

représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU au Kosovo, comme son mandat le lui permet, va coopter certains membres de ces communautés pour assurer une représentation ethnique équitable au sein des assemblées communales.

En résumé, à part les partis à fondement ethnique, l'avenir des petits partis, dont plusieurs jouissent pourtant d'une certaine tradition, voire de légitimité, est des plus incertains. Ainsi le Mouvement démocratique uni (LBD) de Rexhep Qosja qui a joué un rôle non négligeable durant la Conférence de Rambouillet. En particulier, ceux qui n'ont aucun élu dans aucune municipalité s'associeront d'une manière ou d'une autre avec l'une des trois grandes formations, ou ils disparaîtront simplement, après peut-être une période de sursis.

Jusqu'à ce que les partis serbes s'organisent et participent à leur tour à la vie publique au Kosovo (ce qui ne devrait pas tarder), la scène politique kosovare sera donc dominée par trois formations politiques, ainsi que par quelques « micro-partis » d'essence ethnique.

## **Stabilisation avec Rugova ?**

La plupart des observateurs se sont réjouis de ce résultat, y voyant la reconnaissance de la politique de modération et de non-violence de Rugova, considérée comme un facteur de stabilisation du Kosovo et de la région toute entière. Comment expliquer cette hégémonie de la LDK, alors que récemment



*Dans un bureau de vote...*

encore, les partis radicaux semblaient occuper la majeure partie du terrain politique ? Quelles sont les causes du rapide déclin des partis issus de la lutte armée ? Comment cette évolution que peu d'analystes avaient prévu a-t-elle pu s'opérer ? Les explications sont sans doute nombreuses et pas faciles à cerner, dans une région où les rares sondages sont encore plus aléatoires que dans nos pays. On peut néanmoins avancer quelques éléments d'explication.

D'abord, de nombreux citoyens ont dû juger que la LDK, avec son leader à la stature internationale et à la réputation de diplomate averti, était le parti le mieux placé pour obtenir ce qui est la revendication première de tous les partis politiques albanais au Kosovo, c'est-à-dire l'indépendance rapide et inconditionnelle de la province. D'autre part, la majorité de l'opinion a vraisemblablement considéré que les temps avaient changé, que l'époque était maintenant à la reconstruction plus qu'à la guerre et que le

Kosovo avait désormais davantage besoin de gestionnaires que de guérilleros.

Le climat de violence et d'intimidation que les partis radicaux ont fait régner durant la période électorale, même si les incidents ont été moins nombreux que ce que l'on pouvait craindre, a aussi joué en faveur du parti de Rugova, dont les membres ont généralement été les victimes de ces exactions. Finalement, les rumeurs et les accusations de corruption et de mauvaise gestion, faites aux membres du PDK qui, juste après la guerre et avant l'arrivée des forces de la KFOR, avaient pris le contrôle de nombreuses mairies, ont certainement joué en défaveur du parti de Thaci.

Néanmoins n'exagérons pas la portée du succès du parti de Rugova, qu'il faut replacer dans son contexte. D'abord, le PDK pourra jouer un rôle d'opposition important, pour autant que ses dirigeants acceptent de reconnaître les règles du jeu démocratique. A condition de

se profiler plus clairement et de profiter des failles de son concurrent, ce parti sera dans la situation privilégiée de pouvoir offrir rapidement une alternative réelle et crédible aux électeurs kosovars.

D'autre part, l'AFK pourrait rapidement accroître son influence, si Ramush Haradinaj, son leader volubile et haut en couleurs qui jouit également du soutien des Américains, arrive à maintenir et renforcer l'unité de son alliance. Elle n'a été créée qu'en avril 2000, si bien que le 8% des votes n'est pas un résultat si médiocre que cela; dans un proche avenir, l'AFK a des possibilités de croissance réelles.

Le succès de la LDK s'explique essentiellement par des raisons historiques et sociologiques plus qu'en termes véritablement « politiques », dans le sens traditionnel du terme. Le parti de Rugova a été et est toujours davantage un « mouvement » qu'un véritable « parti », structuré et organisé au sens où on l'entend en Occident. Il incarne encore largement la légitimité de la lutte de résistance nationale menée dans les années 1990, dont il a été le fer de lance. Pendant ces années d'oppression, toute activité politique était sévèrement réprimée; la LDK a joué un rôle central dans la mise sur pied de structures étatiques parallèles, avec un Parlement et un Gouvernement d'opposition, conduit par M. Bukoshi comme premier ministre. La santé, l'éducation et de nombreux autres domaines de la vie collective étaient organisés, tant bien que mal, dans la clandestinité et

sous la menace de la répression. Cette organisation de l'ombre, qui avait d'importantes ramifications en Suisse, terre d'asile de nombreux Kosovars, a permis la survie de l'identité communautaire kosovare et a renforcé l'unité des différentes composantes du mouvement en lutte ouverte contre les autorités de Belgrade, l'ennemi commun.

C'est ce rôle, plus que le refus d'alternatives politiques, que les électeurs ont largement sanctionné par un « vote de reconnaissance » pour les services rendus à la communauté. Plus que d'un véritable « choix politique », la LDK a suscité un large réflexe patriotique et nationaliste de la part des électeurs. L'électorat a manifesté de la passivité, réagit de manière émotionnelle, sans que les propositions et messages des autres partis aient pu réellement l'atteindre ou l'influencer dans un choix politique alternatif, même s'il était proposé par des gens qui se sont engagés personnellement et au risque de leur vie dans la guérilla anti-serbe.

## Un avenir incertain

Quoi qu'il en soit, ces élections ont le mérite de clarifier la situation politique quelque peu confuse qui régnait jusqu'alors au Kosovo. L'administration onusienne pourra progressivement déléguer certaines des responsabilités qu'elle devait exercer aux assemblées communales qui disposent de très larges pouvoirs. Les trois grands partis choisis par les électeurs auront la difficile tâche de gérer des municipalités

ravagées par la guerre et disposant de peu de moyens; ce sera un test important de leur maturité politique et de leur crédibilité, non seulement devant leurs électeurs, mais surtout face à la communauté internationale.

Au-delà, de nombreuses questions restent ouvertes. A la suite des modifications intervenues à Belgrade, comment l'intégration des Serbes dans la vie politique du Kosovo va-t-elle s'effectuer? Le retour des Serbes expulsés en Serbie pourra-t-il se dérouler et selon quelles modalités? Quelles seront les conséquences de l'élection « générale », c'est-à-dire parlementaire, qu'on prévoit pour l'été prochain déjà au Kosovo? Comment la contradiction entre l'octroi d'une « autonomie élargie », prévue par la Résolution 1244 votée aux Nations unies, et le désir irrépressible d'indépendance des Albanais pourra-t-elle être résolue?

On le voit, de nombreuses questions – et non des moindres – restent sans réponse à ce stade et toutes les hypothèses, y compris celle d'un retour à la guerre, demeurent dans l'ordre du possible. Ces élections municipales réussies du 28 octobre constituent une première étape importante sur la voie de la normalisation du Kosovo. Il n'en reste pas moins que la création d'un Kosovo démocratique et multi-ethnique - que tout le monde souhaite - exigeira encore de nombreuses autres étapes, qu'il sera sans doute bien plus difficile de franchir que celle-là.